



Paru dans

LIBÉRATION

Tirage : 160 799 ex

Lecteurs : 1 006 000

Mardi 3 Septembre 2013

Rentrée scolaire

RYTHMES

AND

BLUES

Les écoliers de 4000 communes passent ce matin à la semaine de 4 jours et demi. Un bienfait pour les enfants malgré une mise en place confuse et les réticences d'élus ou d'enseignants. **PAGES 2-5**

Paru dans

LIBÉRATION

Tirage : 160 799 ex
Lecteurs : 1 006 000

Mardi 3 Septembre 2013

ÉVÉNEMENT

ÉDITORIAL

Par ÉRIC DECOUTY

Ambition

Les faits sont incontestables. Les petits Français ont la journée scolaire la plus longue d'Europe et l'année la plus courte. Un enseignement ramassé sur quatre jours que tous les spécialistes jugent aussi ridicule qu'inefficace. C'est cette réalité que depuis plus d'un an Vincent Peillon s'efforce de changer. Dans la douleur. Car le chantier d'une réforme promise par François Hollande, ne cesse de se heurter aux rigidités syndicales et aux réticences des élus. Des professeurs restent mobilisés contre une demi-journée de travail supplémentaire - en écourtant d'une demi-heure les quatre autres jours - et entretiennent un blocage corporatiste. Des communes, de leur côté, rejettent encore un texte au motif, parfois légitime, que leurs caisses sont vides pour payer des animateurs. Certes, le ministre de l'Éducation nationale a fait parfois preuve de maladresse, a probablement manqué de clarté. Mais les enjeux imposent une autre attitude aux partenaires de cette réforme. Car en modifiant sensiblement le rythme de travail, il en va d'abord de l'intérêt des enfants. Et en offrant à tous la possibilité d'accéder à des activités périscolaires c'est une école plus égalitaire que tente de recréer Vincent Peillon. L'ambition politique impose à tous, enseignants, politiques et parents, une mobilisation sans faille. Les élus ont le devoir de mobiliser des fonds en privilégiant l'école plutôt que la construction d'une maison de la chasse ou des travaux dans la mairie, et les corporatismes doivent s'effacer devant ce qui constitue une priorité nationale.

Ecole, la rentrée sous

Cette année, les rythmes scolaires varieront d'une ville à l'autre, conséquence d'une réforme Peillon ambitieuse, critiquée et atténuée.



un nouveau jour

Par **VÉRONIQUE SOULÉ**
Dessin **KILLOFFER**

Née dans la douleur, la semaine de quatre jours s'apprête à disparaître dans le chaos. Lorsqu'en 2008 Xavier Darcos avait décrété la suppression du samedi matin, cela avait déclenché un tollé. Enseignants et parents s'étaient indignés d'une décision prise sans consultation, qui allait contre l'avis de nombreux experts. Cinq ans après, le retour aux quatre jours et demi suscite bien peu d'enthousiasme, plutôt de l'inquiétude devant l'embrouillamini des nouveaux rythmes scolaires proposés ici et là.

RÉCIT

Il est pourtant difficile de contester le fait que l'étalement des cours, grâce au mercredi matin travaillé, va profiter aux enfants. Toutes les études publiées ces dernières années – de la Cour des comptes, de l'Académie de médecine, de l'Institut Montaigne... – aboutissent à la même conclusion : la semaine de quatre jours, avec ses six heures de cours quotidiennes et ses deux coupures de cours, le mercredi et le week-end, ne favorise pas la réussite des élèves. Au contraire. Un enfant de primaire ne peut rester concentrer trois heures le matin et autant l'après-midi, avec pour les plus en difficultés une demi-heure, voire une heure de soutien le midi ou en fin d'après-midi. Et comme toujours, ce sont les plus fragiles, scolairement mais aussi souvent socialement, qui en pâtissent le plus.

BIEN-ÊTRE. Mais les changements sont souvent douloureux. Surtout lorsqu'ils ont été si maladroitement engagés. A peine nommé ministre en juin 2012, Vincent Peillon clarifie ce qu'il va en finir avec les quatre jours. Il présente la

L'ESSENTIEL

LE CONTEXTE

Les nouveaux rythmes scolaires entrent en application dans certaines communes.

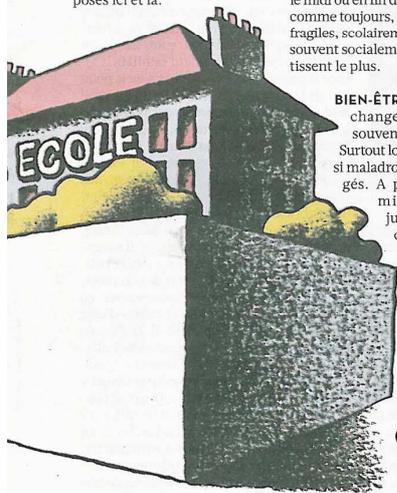
L'ENJEU

Enseignants et élus poursuivent-ils la mise en œuvre d'une réforme dans l'intérêt des enfants ?

chose comme une mesure de bien-être pour les petits Français – les seuls en Europe à devoir ingurgiter des programmes aussi lourds en un temps si réduit – et comme un geste de justice sociale – les élèves favorisés qui n'arrivent pas à suivre pouvant être aidés par leurs parents ou se payer des petits cours. Avec un programme pareil, l'enthousiaste ministre comptait avoir le soutien des syndicats enseignants, très remontés contre les réformes menées dans le primaire par Darcos, qui trouvait que les enseignants de maternelle « changeaient les couches ». Mais Peillon se trompait. En quatre ans, les professeurs des écoles se sont habitués aux quatre jours. Beaucoup sont des femmes qui ont organisé leur vie familiale en conséquence. Certains reconnaissent les limites de

cette semaine. Mais leur demandeur de venir travailler le mercredi, sans geste en retour, est souvent perçu comme une nouvelle attaque contre une profession malmenée ces dernières années. Les instits français sont parmi les plus mal payés d'Europe. Ils ont aussi été critiqués pour les résultats en berne de l'école française. Les syndicats dès lors se divisent. Certains soutiennent la réforme, les autres la combattent sur le mode : le passage aux quatre jours et demi est trop précipité pour être réussi et risque d'aggraver les inégalités entre territoires riches, pouvant financer des activités intéressantes, et pauvres.

ENGLUÉE. Simultanément, les maires, appelés à financer des ateliers périscolaires, sont montés au créneau. Et, devant la grogne, François Hollande a fléchi : alors que Peillon répète que la réforme s'appliquera en 2013, il donne deux ans aux communes. Son Premier ministre, Jean-Marc Ayrault, débloque 250 millions d'euros pour les aider. Au fil de débats interminables, la grande réforme annoncée s'est engluée. Le ministre, qui promettait de revoir dans la foulée l'année scolaire et ses trop longues vacances, n'en parle plus guère. Or, pour beaucoup, une réforme des rythmes qui n'y toucherait pas ne serait qu'une réformatte. ◀



D'Arras à Quiberon, voyage dans la France de la semaine de quatre jours et demi.

« Le mercredi cassait le rythme »

Les 4000 communes qui vont adopter la semaine des quatre jours et demi dès la rentrée ont passé une partie de l'été à peaufiner leurs dispositifs. Chacune a fait au mieux en fonction de ses contraintes – état des finances, nombre d'animateurs disponibles, d'associations, etc. Entre ceux qui rallongent la matinée de cours et coupent l'après-midi, ceux qui raccourcissent la pause du midi et les autres qui commencent plus tôt, cela donne une kyrielle d'organisations illisibles mais qui, si elles fonctionnent, pourraient être un plus pour les élèves.

PARIS

« Pour les maternelles, on propose 16 ateliers »

Paris, haut lieu de la contestation enseignante contre la réforme, est la seule très grande ville à abandonner les quatre jours dès cette année. A six mois de municipales cruciales, le maire PS Bertrand Delanoë peut difficilement se permettre un échec au risque de mettre sa dauphine, Anne Hidalgo, en difficulté. Jusqu'au dernier moment, ses services ont travaillé d'arrache-

REPORTAGE

pour que tout soit prêt le jour J. Les syndicats qui avaient conduit la contestation, comme le SNUipp (le principal du primaire), n'ont en outre pas désarmé. S'ils reconnaissent des gestes, ils ont averti qu'ils suivraient de près la mise en place de la réforme. Et dénonceraient les ratés. Dès cette semaine, les écoliers parisiens vont finir à 15 heures le mardi et le vendredi. Ils auront alors le choix entre des activités, gratuites et facultatives, jusqu'à 16 h 30, qui auront lieu dans l'école – le préau, la cour, les salles Suite page 4

REPÈRES

12,2

millions d'élèves reprennent les cours dès aujourd'hui, 6,7 millions en primaire et 5,5 millions en secondaire. Ils seront 841 000 enseignants à les accueillir dans les 64 300 établissements scolaires, dont 52 900 écoles primaires.

En décembre 2012, le Premier ministre Jean-Marc Ayrault a annoncé la création d'un fonds d'amorçage pour les communes appliquant la réforme des rythmes dès 2013. Les 4 000 communes, scolarisant 1,3 million d'élèves (22% du total), recevront 50 euros par enfant et 40 euros supplémentaires pour les plus en difficultés. Les villes ayant demandé un report à 2014 ne toucheront rien. L'Association des maires demande que ce fonds soit pérennisé.

144

C'est le nombre de jours de classe, le plus faible d'Europe, que les écoliers français avaient jusqu'à présent, avec 864 heures annuelles de cours, très au-dessus de la moyenne. Les 20% d'élèves passant aux quatre jours et demi auront l'équivalent de 180 jours.

« C'est ça la révolution car ça fait un siècle et demi que nous sommes à six heures de classe par jour ! [...] Pourquoi notre école serait nécessairement une des écoles du monde où les enfants souffrent le plus ? »

Le ministre de l'Éducation Vincent Peillon le 27 août à Feyzin (Rhône)

La semaine des quatre jours avait été instaurée par Xavier Darcos. En septembre 2007, le ministre avait annoncé : « Dès la rentrée 2008, dans les écoles primaires, on ne travaillera plus le samedi matin et, je l'espère, bientôt dans les collèges ». C'est ainsi que les écoles françaises sont passées aux quatre jours – certaines étaient déjà, mais avec des vacances raccourcies. En libérant le samedi, Darcos disait aussi vouloir faciliter la vie des parents divorcés.

Paru dans

LIBÉRATION

Tirage : 160 799 ex
Lecteurs : 1 006 000

Mardi 3 Septembre 2013

Suite de la page 3 de classe – et parfois en dehors – gymnase, stade... Ils auront aussi trois heures de cours le mercredi matin. «*Tout roule, mon équipe est fin prête*» : François Prigent est le tout nouveau responsable éducatif de la ville de l'école Eblé dans le VII^e arrondissement, une fonction créée par la Ville à l'occasion du changement de rythmes. Ancien du centre de loisirs du mercredi, il chapeaute désormais tout le périscolaire – le matin et le midi, les fins d'après-midi dé-gagés par la réforme et les activités après 16 h 30 qui vont se poursuivre. «*Pour les maternelles, on propose 16 ateliers: arts plastiques, motricité, danse... Pour les élémentaires, une quinzaine: photo, corps et espace, comment vit-on en Asie, calligraphie, journal de l'école, explique-t-il. On a compté large en misant sur 90% des enfants y participant. On termine les derniers préparatifs avec le rangement du matériel qui nous arrive.*»

RION-DES-LANDES (Aquitaine)

«Le souci? Trouver des intervenants»

Dans les petites villes, on a aussi dû plancher dur. Bertrand Subsol est directeur d'école élémentaire à Rion-des-Landes, commune de 2600 habitants en Aquitaine. Ses 175 élèves travailleront le mercredi matin et finiront 50 minutes plus tôt quatre jours par semaine. «*A 15 h 40, les parents pourront venir chercher leurs enfants, explique-t-il, ceux qui restent auront des activités, toutes gratuites, jusqu'à 16 h 40.*» Au choix: sport, théâtre, initiation à l'espagnol, activités multimédias ou évènement musical avec le Conservatoire de musique des Landes. Les enseignants pourront aussi proposer de l'aide personnalisée.

La communauté de communes finance les animateurs et les prestataires. Elle a aussi dû mettre en place une ligne de transport scolaire le mercredi. «*Mais le gros souci reste de trouver suffisamment d'intervenants qualifiés, estime Bertrand Subsol, notre département est très étendu, ils ne peuvent pas multiplier les kilomètres. Je crains que les communes passant aux quatre jours et demi l'an prochain aient des difficultés à en recruter.*» A Rion-des-Landes, on a trouvé une astuce: «*Dans la maternelle voisine, la pause du midi a été allongée. Cela permet aux animateurs d'y intervenir d'abord, puis de venir le soir en élémentaire.*»

QUIBERON (Morbihan)

«Cela crée des difficultés au niveau des garderies»

Beaucoup, même les plus enthousiastes, regrettent la précipitation. Danièle Michel est directrice de l'école primaire Jules-Ferry à Quiberon (5175 habitants), dans le Morbihan. «*Les enfants apprennent mieux le matin, dit-elle, ça avait été très dur quand on nous avait supprimé le samedi matin. Retrouver cinq matinées dans la semaine c'est très bien. Mais c'est dommage qu'on ne nous a pas donné plus de temps.*» Les écoliers de Jules-Ferry auront le choix entre 5 ateliers de 13 h 15 à 14 h 15 les lundis, mardis et jeudis, et finiront les cours plus tôt. «*Les 149 élèves s'y sont inscrits, souligne la directrice. Même ceux qui ne mangent pas à la cantine reviendront pour en profiter.*» En élémentaire, il y aura théâtre, peinture, sculpture, initiation aux instruments de musique en cuivre, danse bretonne, découverte du milieu marin... En maternelle, ce sera anglais, danse moderne... «*On fera un bilan par trimestre, ajoute Danièle Michel, si telle chose ne fonctionne pas, on fera autrement.*» Danièle Michel aurait aussi préféré que la réforme soit obligatoire pour tous dès cette rentrée: «*Saint-Pierre-de-Quiberon, notre commune voisine, ne la met pas en place cette*



A l'école primaire Voltaire d'Arras, en février 2009. PHOTO AIMÉE THIRION

année. Cela crée des difficultés au niveau des garderies.»

ROUBAIX (Nord) et ARRAS (Pas-de-Calais)

«L'élève ne sera pas considéré selon ses seuls résultats scolaires»

Sous la pression des maires, la réforme a été étalée sur deux ans. Du coup, les situations les plus diverses cohabitent, au sein d'une région et parfois d'une ville. Dans le Nord, la maire de Lille, Martine Aubry, a préféré attendre un an afin d'avoir le temps de mettre au point un dispositif ambitieux plutôt que risquer une organisation boiteuse.

A côté, Roubaix passe aux quatre jours et demi. La journée commence plus tôt, à 8 h 15, et finit à 11 h 45. La matinée est consacrée aux français et aux maths. Des ateliers sont proposés durant les deux heures de pause le midi. L'après-midi, il n'y a qu'une heure et demi de classe, entre 13 h 45 et 15 h 15, les animateurs prenant le relais jusqu'à 17 heures. «*L'important était l'allongement de la matinée. Car il y a un problème de concentration des élèves en fin de journée.*», explique Jean-Luc Montois, directeur de la primaire Henri-Carrette à Roubaix. Il insiste sur l'attention portée au recrutement des animateurs. Roubaix a choisi de limiter leur nombre, en prenant les mêmes pour le midi et le soir. Deux avantages selon le directeur: cela a attiré des intervenants plus qualifiés, capables de construire un projet sur la journée, et les enfants retrouvent les mêmes référents.

Mais le vrai enjeu de la réforme, pour Mon-

tois, c'est la liaison école-périscolaire. Animateurs et enseignants vont apprendre à travailler ensemble: «*Nous pourrions mettre en place une stratégie pour un élève qui pose problème avec des regards différents. L'élève ne sera pas considéré selon ses seuls résultats scolaires, mais aussi avec ses autres talents, dans le théâtre, la musique, le sport.*»

A Arras, la pause du midi a été allongée, de 11 h 30 à 14 heures, et l'après-midi écourté, avec des animations prévues le midi et le soir. Marie Ramet, directrice de la maternelle Georges-Brassens à Arras: «*Dans les milieux en difficulté, quand il y a trop de coupures dans la semaine, on a du mal à retrouver l'attention des enfants. Avec des levers et couchers plus réguliers, on va pouvoir travailler le jeudi matin sans le mercredi qui cassait le rythme.*»

Vincent Peillon a promis que les nouvelles activités seraient gratuites. Mais ce n'est pas le cas partout. Et des voix s'élèvent pour protester alors que la réforme prétend lutter contre les inégalités. Les communes répliquent que l'Etat se décharge toujours plus sur elles mais que leurs finances sont limitées. A Roubaix, les ateliers sont gratuits pour les enfants dont les deux parents travaillent. Sinon, un seul après-midi d'activité est gratuit chaque semaine, et les autres sont payants, en fonction du quotient familial.

PAMIERS (Ariège)

«Du temps d'apprentissage pour les plus petits»

A Pamiers (15 000 habitants), on a aussi mis en place un système de paiement, minime.

Les activités sont encadrées par des animateurs de la ville, par des Asem (les personnels aidant les profs de maternelle) ou par les enseignants. Pour les enfants déjà inscrits aux activités du matin et du soir qui existaient déjà, rien ne change: ils paieront le même forfait mensuel de 4,82 euros. Les autres, qui s'inscrivent aux nouveaux ateliers du midi, acquitteront un euro par activité. Certains observateurs se sont interrogés sur l'utilité de ces ateliers pour les plus petits. Monique Gonzales, directrice de maternelle à Pamiers, proposera pour les plus grands des ateliers autour des règles de vie et de l'éducation à la citoyenneté. Les petites sections, elles, commenceront la sieste. «*Cela nous permet de dégager du temps d'apprentissage dans l'après-midi*», complète-t-elle.

GRENOBLE (Isère)

«L'école du cirque ne veut pas travailler aux tarifs proposés par la ville»

Jusqu'à dernier moment, la ville a recruté des animateurs. «*C'est la grande question, on met tout en œuvre pour pouvoir accueillir les enfants*», assurait Paul Bron, l'adjoint chargé de l'éducation à la veille de la rentrée. La classe s'arrêtera à 16 heures au lieu de 16 h 30. Les familles pourront récupérer leurs enfants ou les inscrire à trois types d'activités: accompagnement scolaire assuré par des enseignants volontaires secondés par des animateurs, activités récréatives – jeux de société ou collectifs – encadrées par des animateurs, ou ateliers éducatifs. Pour ceux-ci, la participation sera payante: de 6,50 euros à 70 euros le semestre selon le quotient familial.

Pour la municipalité, ces ateliers sont le point fort de la réforme. Afin d'offrir un éventail le plus large possible, «*nous avons fait appel à toutes les énergies locales*», souligne Paul Bron. Les MJC ont été notamment sollicités. Les élèves de l'école élémentaire Sidi-Brahim pourront, par exemple, faire de la gym, des échecs, des «*English games*», de la capoeira, de la fabrication de jeux en bois, des percussions, des sports collectifs. Jean-Marc Crozet, le directeur, a mené sa prospection. Il a organisé avec les bibliothécaires un atelier hebdomadaire «*autour de l'écrit et de la lecture*». «*Je n'ai pas réussi avec le Conservatoire, ça n'est apparemment pas dans sa culture d'aller vers tout le monde*», regrette-t-il. Le club de hockey sur gazon voisin a proposé une initiation. Mais la mairie a dit: «*On verra*». Quant à l'école du cirque, «*elle ne veut pas travailler aux tarifs proposés par la ville*», poursuit Crozet. L'effort de la ville serait-il insuffisant? La MJC Parmentier a renoncé à élaborer un projet scolaire avec les écoles environnantes. Motif: le soutien est de 54 700 euros au lieu des 81 000 demandés. «*Nous refusons de faire plus avec moins et de tirer sur la corde des professionnels de la MJC*», explique son directeur.

Pour la municipalité, la réforme aura un coût: 240 euros par élève (12 000 au total). Après déduction des aides de l'Etat et de la caisse d'allocations familiales, «*le reste à notre charge sera au moins de 2 millions*», calcule Paul Bron.

Si l'accompagnement scolaire et les activités récréatives démarrent dès aujourd'hui, les ateliers éducatifs débuteront en octobre. Jusqu'ici, 35% des écoliers grenoblois étaient inscrits à des activités périscolaires. La municipalité mise sur un doublement. La grande inconnue reste, ici comme ailleurs, la réaction des familles à ce grand chambardement.

VERONIQUE SOULÉ,
ANNE-CLAIRE GENTHALON,
ANNA LECERF,
STÉPHANIE MAURICE (à Lille),
CATHERINE COROLLER (à Grenoble)